

Questions à Hany Hanna sur la situation en Egypte

dimanche 20 octobre 2013, par [BARON Alain](#), [HANNA Hany](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2013).

Sommaire

- [Sur les Frères musulmans](#)
- [Sur les militaires](#)
- [Sur la situation de la populat](#)
- [A la recherche d'une troisième](#)
- [Le harcèlement sexuel des \(...\)](#)

Sur les Frères musulmans

Comment expliquer l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans en 2012 ?

En se lançant dans la lutte pour faire « dégager » Moubarak, les Egyptiens savaient clairement ce qu'ils voulaient : le pain, la liberté, la justice sociale, la dignité. Mais, pour la grande masse d'entre eux, sans savoir quels étaient les outils et les programmes politiques les plus aptes à réaliser les objectifs de la révolution. Il n'avaient pas pu faire de politique pendant 60 ans et ont dû apprendre sur le tas. Cela explique en partie pourquoi le 25 janvier 2011, l'armée n'ayant pas tiré sur la foule, la plupart des Egyptiens en ont déduit qu'il fallait lui faire confiance pour assurer la transition vers la démocratie et réaliser les autres objectifs de la révolution.

Cela n'avait pas été le cas, et lors des élections de 2012, de nombreux Egyptiens se sont dit qu'il leur fallait « essayer » les Frères musulmans. Ces derniers n'avaient jamais été au pouvoir et jouissaient d'une certaine sympathie parce qu'ils avaient subi la répression.

Un malentendu existe à propos de la victoire électorale des Frères en 2012. Certains ont cru, et cela a été présenté ainsi dans des medias, que l'Egypte avait basculé dans l'islamisme. Il s'agissait en réalité « d'essayer » les Frères. C'était le mouvement politique organisé le plus important, disposant par ailleurs d'importantes œuvres sociales. Et surtout, les Frères utilisaient le fait que, comme dans de nombreux pays arabes, il est difficile de séparer la religion de la morale. Beaucoup se sont dit que dans la mesure où les Frères se présentaient comme des hommes de Dieu, ceux-ci avaient des principes moraux, qu'ils ne tarderaient pas à mettre en pratique en réalisant la justice sociale. Mais ce n'est pas non plus ce qui s'est passé.

Pourquoi cette rapide érosion de la base sociale des Frères ?

En France, il est difficile de comprendre ce que sont les Frères musulmans. Ils sont avant tout présentés comme un mouvement politique. Mais ils ne sont pas uniquement cela. Il s'agit également d'une organisation terroriste et d'une secte religieuse.

* Le terrorisme de Frères n'appartient pas seulement au passé, notamment aux années 1940-1950. Quand ils sont parvenus au pouvoir, en juin 2012, il a été dit qu'ils allaient s'intégrer dans le jeu démocratique, et devenir un mouvement politique comme les autres. Mais cela n'a pas été le cas : lorsque des policiers ont parfois refusé de réprimer certaines manifestations d'une façon aussi dure

que le voulait le pouvoir, les Frères ont envoyé leur milice pour agresser les manifestants : il y a eu des blessés, des morts, des cas d'enlèvement et de torture.

* C'est également une secte, car ils n'ont pas joué le jeu de la démocratie : en démocratie, les élus ont des comptes à rendre aux électeurs. Mais on s'est aperçu tout de suite après l'arrivée de Morsi au pouvoir que les décisions importantes étaient prises juste après les réunions du Bureau de la guidance. Le Guide y joue un rôle de gourou, et y prend les grandes décisions. Les Egyptiens se sont rendu compte que ce n'étaient pas les responsables élus qui avaient le pouvoir mais le Guide qui n'est pas élu par la population.

* Simultanément, la justice sociale n'a pas avancé. Bien au contraire, les prix ont flambé, et il n'y a pas eu de loi sur les libertés syndicales, ni sur le salaire minimum et le salaire maximum. Il est symbolique que la moitié des hommes d'affaires emmenés par le Président Morsi en Chine étaient des anciens du régime de Moubarak et de son parti. Cela témoigne de la continuité entre la politique économique ultra-libérale de Moubarak et celle de Morsi. Et c'est cela que la population a compris.

Il a résulté de tout cela de nombreuses vagues de protestation, dont la plus importante a été celle du 30 juin 2013. Elle a eu lieu à l'initiative du mouvement Tamarod (rébellion) qui avait recueilli plus de 22 millions de signatures demandant le départ de Morsi, soit beaucoup plus que les 12 millions qui avaient voté pour lui (au début, l'objectif était seulement de dépasser les 12 millions de signatures !).

Quel était le chiffre de manifestants le 30 juin 2013 ?

Le gouvernement islamiste avait parlé de 17 millions de manifestants. Le chiffre de 33 millions émane de CNN, et a été calculé à partir d'images de Google Earth.

En ce qui me concerne, j'étais le 30 juin sur la longue avenue Mirghani, sur laquelle donne le Palais présidentiel et nous étions serrés comme des sardines alors que cet endroit est plus vaste que la place Tahrir. J'avais peur qu'au même moment il n'y ait pas grand monde à Tahrir, mais il y avait en fait là-bas autant de monde que sous Moubarak.

Sans compter le fait que, dans le sud du pays, la mobilisation était très importante alors qu'en 2011 elle était quasiment inexistante. C'était la même chose dans les villes de province qui n'avaient pas beaucoup bougé à l'époque et qui l'on fait cette fois.

Que se passe-t-il au sein des Frères musulmans ?

Les Frères sont à la fois une secte et un mouvement politique. Donc, ceux des Frères qui critiquaient Morsi raisonnaient en tant que membres d'un mouvement politique, mais d'autres raisonnaient en tant qu'adhérents d'une secte devant obéir aux ordres du Guide. Cela fait partie de la doctrine « écoute et obéissance ». Ils font le baisemain au Guide et donc, c'est l'aspect sectaire qui a pris le dessus sur l'aspect politique.

Pour moi, les Frères Musulmans sont fini en tant qu'entité. Ils ne peuvent revenir sur le devant de la scène que si ils se recomposent en tant que mouvement politique débarrassé de l'aspect sectaire.

Mais comme les Frères ont un fonctionnement de secte, ils sont de mon point de vue finis.

Il y a bien sûr des dissidents, parmi les jeunes Frères musulmans, qui peuvent se constituer en courant politique, sur la base de l'idéologie des Frères, mais débarrassé de leur dimension sectaire.

Sur les militaires

Peut-on parler d'un coup d'Etat des militaires ?

La pétition et les manifestations n'ayant pas réussi à dégager Morsi, c'est finalement, l'armée qui l'a concrètement déposé. Il existe tout un débat pour savoir si il s'agissait ou pas d'un coup d'Etat. Pour

moi, le fait que l'armée soit intervenue ne suffit pas pour affirmer qu'il s'agissait d'un coup d'Etat. Lorsque l'armée a déposé Moubarak, je n'ai entendu personne en France parler de coup d'Etat. Alors que l'armée l'avait chassé et remplacé directement. Si on dit maintenant que ce qui a eu lieu en juillet 2013 est un coup d'Etat, il faut le dire à plus forte raison pour 2011, car il y a eu en juin-juillet 2013 entre 17 et 33 millions de personnes dans la rue pour exiger le départ de Morsi, soit deux fois plus de manifestants qu'en janvier 2011. Pour moi, dans les deux cas, il ne s'agit donc pas d'un coup d'Etat.

Les Egyptiens font-ils maintenant face à un pouvoir militaire ?

Le retour des militaires au pouvoir, le 3 juillet 2013, a été un peu la répétition de ce qui s'était passé avec les Frères un an plus tôt. Le pouvoir actuel n'est pas un pouvoir uniquement militaire, mais d'un pouvoir « mixte ». Les militaires n'ont en effet pas les moyens d'imposer un pouvoir « complet », même s'ils essayent de le faire. De véritables luttes internes existent à la tête de l'Etat et sur la scène politique, et les choses ne sont pas jouées.

Les Egyptiens se sentent redevables envers le général Sissi de les avoir débarrassés des Frères et les avoir protégés d'eux, mais il ne faut pas interpréter cela comme un soutien inconditionnel à l'armée ou au nouveau pouvoir. Je pense qu'il s'agit uniquement d'un soutien à la mission précise de dégager les Frères. Et dès que l'armée va sortir de ce rôle, et c'est déjà le cas, les gens vont en prendre conscience. Ce soutien soudain et massif peut alors très bien disparaître aussi vite qu'il était arrivé. Pendant 60 ans, il n'y a pas eu de véritable vie politique, et 40 % de la population est analphabète. Il existe un manque de culture politique et les gens n'ont pas forcément les outils nécessaires à l'analyse de la situation. Mais ils apprennent vite et réagissent beaucoup plus rapidement qu'on pourrait le penser. Il ne faut donc pas enterrer la révolution à cause du soutien à un pouvoir qui n'est pas démocratique. Il ne s'agit que d'une étape à traverser.

Allons-nous vers un retour à un « ordre militaro-policié » visant à liquider la révolution ?

On ne peut pas dire cela ainsi, car le régime militaro-policié n'est en fait jamais tombé, ni avec le pouvoir du Conseil militaire en 2011, ni avec le pouvoir des Frères en 2012. L'ironie du sort est que les deux principaux responsables de la répression actuelle contre les Frères ont été nommés par ceux-ci : c'est le cas du général Sissi ainsi que de l'actuel ministre de l'Intérieur. Ce dernier a été nommé en décembre 2012 après que le précédent ait refusé de réprimer les manifestants venus protester devant le palais présidentiel contre le décret constitutionnel par lequel Morsi se donnait des pouvoirs de dictateur.

Quelle est la politique suivie par le pouvoir actuel ?

On assiste à un mouvement de balancier entre répression et tentative d'intégration. Kamal Abou Aïta, l'ancien président de la centrale syndicale indépendante EFITU devenu Ministre du travail, essaye de jouer le rôle d'intermédiaire et de rester au gouvernement pour réaliser les objectifs qu'il s'est fixés. Mais il lui est aussi arrivé de faire appel à la police contre les travailleurs, comme par exemple pour déloger les salariés de l'industrie textile qui avaient organisé un sit-in au Ministère du travail.

Ce qui complique la situation est, qu'étant donné que le mouvement syndical est peu structuré, les querelles politiques prennent parfois le dessus. Il est pour cette raison assez fréquent que les syndicalistes s'accusent mutuellement d'agir d'une façon donnée parce qu'ils représentent tel ou tel courant politique. Cet argument est également utilisé par les partisans de Kamal Abou Aïta contre ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement.

Le général Sissi va-t-il se présenter aux présidentielles ?

Il existe des pressions ou des manipulations en ce sens, avec une pétition signée par environ 1 million de personnes.

Mais il n'est pas sûr qu'il se présente. L'armée a en effet plus à perdre qu'à gagner en se mettant en première ligne : comme cela s'était passé pour Morsi, il y a déjà des vidéos qui circulent présentant des moments où les propos de Sissi ont été maladroits. Sissi a pour l'instant une certaine aura, mais si il se présente aux présidentielles, il va descendre très vite du piedestal où il se trouve actuellement.

Il est cependant plus que probable que l'armée jouera un rôle dans les élections. C'est d'ailleurs déjà le cas. Samy Annan, l'ancien chef de l'Etat-major et ancien numéro 2 du Conseil militaire serait déjà candidat. Hossam Kheirallah, un ancien responsable des renseignements militaires a également annoncé sa candidature.

Il y a donc une stratégie qui se met en place. Les militaires tâtonnement et lancent des ballons d'essai.

Sur la situation de la population et les luttes

Où en est la réalisation des objectifs de la révolution ?

On n'en voit toujours pas la couleur.

* Sur le plan économique et social, le gouvernement actuel est plutôt « social-démocrate de droite ». Les mesures sociales qu'il a prises ne sont que des mesurette qui ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux. Elles ont été lâchées uniquement pour tenter de faire retomber la colère et empêcher une nouvelle vague révolutionnaire qui pourrait tout balayer.

Prenons quelques exemples de mesures sociales récemment adoptées :

- . la gratuité des frais de scolarité,
- . la réduction du prix des tickets d'autobus,
- . un salaire minimum de 1 200 Livres (135 euros) dans le secteur public.

Ce salaire minimum, est du montant revendiqué par la confédération des syndicats indépendants EFITU en janvier 2011. Mais depuis, les prix ont beaucoup augmenté, et l'EFITU a refusé un montant aussi faible qui n'est pas à la hauteur des besoins. Et cela d'autant plus que le calcul de ces 1200 Livres inclue à la fois le salaire et les primes : pour beaucoup de gens, il n'en résulte en fait aucune augmentation significative.

L'exemple de l'éducation est pour moi important et symbolique. Le gouvernement a annoncé l'exemption du paiement des droits de scolarité, mais l'enseignement est officiellement déjà gratuit. Les parents payaient moins de 100 Livres (15 euros) par an. Certes, pour des gens très pauvres, cela n'est pas négligeable. Mais le véritable problème est que cette gratuité proclamée est en réalité très théorique. Etant très mal payés, beaucoup de professeurs ne gagnent pas assez pour vivre correctement. Résultat, beaucoup bâclent leurs cours et/ou donnent de mauvaises notes de façon à pouvoir ensuite proposer des cours particuliers payants qui représentent l'essentiel de leurs revenus. Pour établir une véritable gratuité de l'enseignement, il ne suffit pas de dispenser les parents de payer 15 euros par an. Il faudrait commencer par payer correctement les professeurs de façon à ce que les cours particuliers ne soient plus nécessaires !

* Une nouvelle Constitution est en cours de rédaction et de nouvelles élections sont prévues. Mais vu le manque de culture politique et d'organisation, ainsi que la fracture existant entre les jeunes et les partis, le risque existe que tout cela débouche une nouvelle fois sur la mise en place d'un gouvernement ne représentant pas la révolution. Reste à savoir ensuite si une nouvelle vague révolutionnaire va balayer ce futur gouvernement, ou si celui-ci pourra mettre en place suffisamment de soupapes de sécurité pour éviter une explosion sociale.

Où en sont les luttes sociales ?

Il y a certes beaucoup de luttes sociales, mais le mouvement ouvrier est très mal organisé et n'a pas la capacité à transformer les mouvements en outil de concrétisation des revendications.

Depuis un an, il y a eu environ 3 000 grèves, mouvements de protestation et sit-in. Mais la plupart sont mal organisées. Comme les luttes se heurtent à un mur, et qu'il y a la pression de la vie quotidienne lorsqu'ils ne sont pas payés, beaucoup finissent par se décourager et leur mouvement s'essouffle.

Ce problème ne se résoudra que progressivement par l'organisation du mouvement syndical. Il faudra également pour cela que la législation change et permette enfin au syndicalisme indépendant de se structurer.

L'ancienne centrale officielle, l'ETUF, ne sert pas les intérêts des travailleurs et fait au mieux semblant d'être avec eux. Résultat, les salarié-es qui entrent en lutte ont du mal à savoir qui est avec eux et qui est contre eux.

A la recherche d'une troisième voie

Comment se démarquer à la fois des Frères musulmans et de l'armée ?

C'est que se propose de faire un mouvement récemment créé appelé « Le Front de la voie de la révolution ». Il a été constitué par des militants actifs dans les mobilisations de 2011 et 2013.

Il est basé sur un spectre politique assez large comprenant notamment des Socialistes révolutionnaires, des libéraux et des militants de la gauche traditionnelle.

Quel est le poids des Socialistes révolutionnaires ?

Ils ont une influence directe très faible. Mais leur influence indirecte est par contre importante : ils sont présents dans les manifestations, ils distribuent beaucoup de tracts. Un certain nombre des idées qu'ils défendent sont reprises de façon diffuse sur la scène politique, même si on ne sait souvent pas qu'ils en sont à l'origine.

Quel est la situation d'Haitham Mohamedain ?

Cet avocat militant a été détenu du 5 au 7 septembre, puis relâché, mais des charges pèsent toujours sur lui comme une épée de Damoclès. Ces dernières sont ridicules : terrorisme, appartenance à une organisation clandestine, projet de renversement du pouvoir par la force, etc...

Le harcèlement sexuel des femmes et l'oppression spécifique de certaines catégories sociales

Dans quel contexte le harcèlement sexuel des femmes se développe-t-il ?

Le harcèlement contre les femmes est ancré depuis très longtemps. C'est une véritable maladie de la société égyptienne. Il est en recrudescence et est de pire en pire, notamment en centre-ville.

Dans la législation, il n'existe rien sur le harcèlement sexuel. Certes, il existe des textes concernant l'attentat à la pudeur et d'autres relatifs aux viol. Mais le harcèlement sexuel, qui ne relève directement ni de l'un ni de l'autre, n'est pas puni par la loi !

A côté du harcèlement sexuel « traditionnel », est apparu un véritable terrorisme sexuel, ayant pour

but de contraindre les femmes à rester à la maison et les empêcher de militer.

D'autres catégories de la population subissent-elles une oppression spécifique ?

Du temps de Moubarak, il existait deux catégories de population qui n'étaient pas très impliquées dans la politique : les femmes et les coptes.

* Ce n'est donc pas une coïncidence si, pendant les grandes manifestations, a eu lieu un harcèlement sexuel très organisé : une centaine d'hommes forment un carré autour d'une femme, l'isolent de ses camarades, avant de resserrer le carré autour d'elle. Il s'agit d'une véritable tactique de type militaire.

* De la même façon, une manifestation en faveur des droits des Coptes avait été réprimée dans le sang en octobre 2011 à Maspéro (devant le siège de la télévision publique). Il y avait eu une trentaine de morts, la plupart écrasés par des chars.

* Une répression comparable s'applique envers des supporters de foot, comme par exemple fin janvier 2012 au stade de Port-Saïd, parce qu'ils avaient commencé à s'impliquer politiquement.

Nous sommes face à une répression généralisée, mais celle-ci vise plus particulièrement les catégories qui étaient auparavant peu impliquées dans la politique. Le but de tels agissements est qu'à chaque fois qu'une nouvelle catégorie commence à s'impliquer, on tente de la faire reculer afin que la participation politique du peuple soit la plus faible possible et que la politique reste aux mains des « élites » et du régime qui n'est pas toujours pas tombé.

* Après avoir vécu longtemps en France où il a notamment été militant syndical, Hany Hanna est retourné vivre dans son pays natal, l'Égypte, après la chute de Moubarak. Il y est journaliste indépendant et traducteur. Propos recueillis le 9 octobre 2013 par Alain Baron.

P.-S.

Article disponible en castillan sur les sites Viento Sur <http://vientosur.info/spip.php?article8440> et Rebelion

<http://www.rebelion.org/noticia.php?id=176114&titular=%22la-búsqueda-de-una-tercera-v%C3%ADa%22->